

## MAROC

## Mise au point

Les manœuvres franco-marocaines du 25 novembre 1982, critiquées par l'officiel quotidien algérien El Moudjahid, sont « des exercices de pratique courante entre marines nationales de pays amis », a déclaré le porte-parole français du quai d'Orsay. En réponse à une question, le porte-parole a précisé que « deux bâtiments de la marine française : le porte-avions Clémenceau et la frégate lance-engins Duquesne, ont procédé, à l'occasion de l'escala à Casablanca, prévue de longue date, à des exercices conjoints avec les forces aéronavales marocaines, les 25 et 26 novembre... » « Ces exercices, qui sont de pratique courante entre marines nationales de pays amis lors des passages ou des escales de navires français, ont consisté en des simulations d'attaques aériennes sur des objectifs terrestres et maritimes et se sont déroulés dans les zones nord et nord-ouest du Maroc » sur la côte atlantique du royaume.



Porte-avions Clémenceau de la marine française

## Manœuvres franco-marocaines

La deuxième phase des manœuvres conjointes franco-marocaines s'est déroulée durant toute la journée du vendredi 3 décembre en Méditerranée.

Ces manœuvres faisaient suite à celles qui se sont déroulées au large des côtes de Casablanca entre les forces royales air et des unités de l'aéronavale française embarquées à bord du porte-avions Clémenceau et de la frégate lance-engins Duquesne.

Elles ont mis en jeu d'importants moyens offensifs et défensifs et ont permis d'en tester l'efficacité.

Ces exercices militaires franco-marocains se situent dans le cadre de la coopération militaire entre la France et le Maroc.

• Le colonel-major Loubaris a présidé, au mess des officiers à Rabat, une cérémonie au cours de laquelle ont été distribués des diplômes à un groupe des forces armées royales, à l'issue d'un stage de formation cinématographique qu'il a suivi au centre cinématographique, sous la direction de M. Ahmed Mesnaoui.

• La fourniture d'une vedette portuaire est demandée par la RAPC de Tanger.

## Echauffourées

Courant décembre 1982, de violentes échauffourées, qui ont fait plusieurs blessés, se sont produites à Oujda, entre les forces de police et les étudiants et lycéens de la ville, en grève. Les causes du mouvement de grève, qui a débuté au lycée de Berkane, proche d'Oujda, n'étaient pas connues. Toutefois, indiquait-on de bonne source, la reprise des cours dans les lycées semblait se dessiner.

## Appel d'offres

Le directeur général de l'Office des logements militaires a fait des offres de prix relatives à l'exécution de travaux d'équipement en voierie et assainissement du lotissement Camp El Menzeh (1 187 lots) à Rabat et a lancé un appel d'offres pour la voierie et l'assainissement du lotissement du camp de manœuvres à Oujda.

• Des manœuvres militaires conjointes maroco-américaines ont été organisées à la mi-novembre dans la baie d'Al-Hoceima entre les troupes terrestres et un millier de Marines de la 6<sup>e</sup> flotte américaine.

## ALGERIE

## Signification

Le quotidien El Moudjahid s'est interrogé sur la signification politique des exercices militaires franco-marocains sur la côte atlantique du Maroc, dont il soulignait le « lien possible » avec les récentes manœuvres militaires franco-sénégalaises. « La géographie étant simple et la Mauritanie étant placée entre le Sénégal et le Maroc on ne peut que s'interroger sur la signification exacte de ces combinaisons militaires », écrivait El Moudjahid dont le ton, bien que critique, était de loin moins acerbe que celui adopté lors des récentes manœuvres militaires américano-marocaines. Tout en se défendant d'accréditer « la thèse trop facile que les « mamours » franco-marocains ont pour but de casser les tentatives d'épousailles maroco-américaines, El Moudjahid a réaffirmé « l'hostilité absolue de l'Algérie à toute activité militaire, qui, impliquant des puissances étrangères à la région, risquerait d'introduire une donnée nouvelle d'importance en ce qui concerne la situation qui prévaut depuis toujours ici, c'est-à-dire chez nous ». « L'Algérie », ajoutait le journal, « n'a jamais caché son hostilité à toute logique qui pourrait déterminer un quelconque interventionnisme dans la région ».

## Recrutement

Aux jeunes Algériens, l'Ecole supérieure des transmissions offre la possibilité de devenir officiers techniciens supérieurs dans les profils suivants : radio-communications, téléphonie, télégraphie, informatique, audiovisuel.

## Appels d'offres du ministère de la Défense nationale

— Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour la fourniture de matériel d'équipement sportifs par le service central des sports militaires, ministère de la Défense nationale, les Tagarins-Alger.

— Un avis d'appel d'offres ouvert national et international est lancé pour la fourniture de chaussures basses de sortie noires et marron par la direction centrale du Budget et de la Planification, Dase-MDN, soumission, BP 298, Alger-gare.

— Un avis d'appel d'offres ouvert national est lancé pour la construction de : 12 logements type LD5-R+2 à M'Sila, 12 logements type LD5-R+2 à Koléa (wilaya de Blida), 12 logements type LD5-R + 2 à L'Arbaa wilaya de Blida) et 12 logements type LD5-R + 2 à Ténès (wilaya de Chief).

— La fourniture de diverses machines et matériel pour la chaussure fait l'objet d'un appel d'offres de la direction des Finances DSC, boîte postale n° 298, Alger-gare.

— Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé pour l'étude et la réalisation d'un bain maure par le service des marchés de la direction régionale de l'infrastructure et des domaines militaires, 2<sup>e</sup> région militaire, caserne lieutenant Chaâbane.

• Les troisièmes journées médico-chirurgicales de l'armée nationale populaire, organisées par la Direction centrale de la santé militaire, se sont tenues à l'école nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie de Bordj El-Bahri en présence des autorités.

## Mise en garde officielle

Le Front de libération nationale a lancé une sévère mise en garde aux « groupuscules » intégristes musulmans accusés de recevoir des « subsides » de l'étranger pour destabiliser le pays. Cette mise en garde, considérée comme une contre-offensive idéologique des autorités à la suite de l'agitation des intégristes dans certaines mosquées d'Alger, a été lancée par le numéro deux du FLN, M. Mohamed Cherif Messaadia, et par Révolution africaine, organe central du parti unique. M. Messaadia a accusé les activistes du courant intégriste, sans toutefois les nommer, d'utiliser « l'Islam comme tribune pour semer le doute sur les acquis des masses et porter atteinte à la dignité des personnes ».

Selon ce dirigeant, ces activistes sont manipulés par « l'impérialisme qui cherche à nous occuper par des luttes marginales » en exploitant « les contradictions de notre société ». Mettant en garde ceux qui, par leurs actes, « portent atteinte à l'Islam et à la sécurité des citoyens dont nous sommes, en tant que direction, responsables », M. Messaadia a affirmé que « l'indulgence et la tolérance qui caractérisent les révolutions authentiques ne signifient guère faiblesse ». Sur un ton encore plus sévère, Révolution africaine a accusé dans un long éditorial « les groupuscules qui pratiquent l'intolérance et la provocation », de « prôner le recours à la violence pour obtenir la remise en cause de tous les acquis du peuple algérien ». « On est loin des préceptes de l'Islam et on se trouve en face d'une tentative de destabilisation de l'Algérie », a affirmé l'hebdomadaire qui a rappelé « l'attachement de l'Algérie à l'Islam et à ses valeurs ».

• La direction générale de la sûreté nationale a organisé une semaine d'information à Alger. Cette manifestation visait à informer les citoyens sur les différentes activités de la sûreté nationale, chargée, entre autres, de la protection des individus et des biens, de la garantie de l'ordre et de la sécurité publics et de la lutte contre les fléaux sociaux.

## La RASD condamne

Le gouvernement de la RASD a condamné la participation aux manœuvres militaires marocaines de forces appartenant à « deux puissances étrangères nostalgiques de la domination et de la reconquête ». Le communiqué de la RASD, publié à Alger, a mentionné expressément les Etats-Unis et implicitement la France. Les grandes manœuvres américano-marocaines près de Housseima, celles se déroulant actuellement dans la région de Casablanca et la création concomitante d'une fondation américano-marocaine sous la présidence effective du roi Hassan II et de Reagan indiquent clairement les dangers de la politique d'agression érigée par le Maroc et les USA à l'endroit de la RASD et de tous les peuples de la région. a déclaré le communiqué qui a ajouté : « La politique de destabilisation de l'Afrique, la destruction de l'OUA sont bien à l'ordre du jour... Le gouvernement de la RASD condamne vigoureusement ce complot de grande envergure contre nos peuples et appelle toute l'Afrique et ses dirigeants à se mobiliser pour le contrer. »

## Commande

Les chemins de fer algériens ont informé Francorail (France) de leur décision d'acquérir 400 voitures de voyageurs en acier inoxydable et de lui confier des travaux d'extension et de transformation d'ateliers d'entretien de matériel ferroviaire. Ce contrat d'un montant de 2,5 milliards de francs prévoit une part d'environ 400 millions exécutée par les Algériens eux-mêmes.

## Harcèlements

Les forces du front Polisario ont opéré du 27 octobre au 13 novembre une série de harcèlements contre les forces marocaines, leur causant « des pertes substantielles », a affirmé un communiqué du ministre sahraoui de la Défense publié le 18 novembre 1982 à Alger. Le communiqué a cité les noms de quatre localités attaquées : Rbeib-Bellaou, Sekn, Tazoua et Gara-Foug-Gara mais n'a pas précisé leur site exact.

Les forces du front Polisario ont effectué une série d'opérations de harcèlement contre les forces marocaines au Sahara occidental du 15 au 23 novembre 1982, leur « causant d'importantes pertes humaines et matérielles », a annoncé un communiqué du ministre sahraoui de l'Information publié à Alger. Ce texte précise que toutes les opérations ont été menées contre des positions marocaines situées le long et au-delà du mur qui protège le triangle utile notamment à Elmseiliga, Aouinet, El Halfa Sabta, El Gouraryat et M'Zeirigat.

## Tollé

Les récents exercices militaires organisés conjointement par le Maroc et les Etats-Unis à la mi-novembre et le Maroc et la France les 25 et 26 novembre 1982, ont été condamnés par les représentants de plusieurs mouvements de libération réunis à Alger. Dans une déclaration commune, ces mouvements ont affirmé que « le Maroc mène une guerre d'agression à caractère de génocide contre la RASD », dénoncent énergiquement ces « exercices militaires conjoints franco-marocains et exigent du gouvernement français de cesser toute livraison d'armes au Maroc ». Selon ces mouvements de libération, parmi lesquels le front Polisario, l'ANC, la SWAPO, « sans le soutien direct de puissances extra-africaines, le régime marocain ne pourrait continuer sa guerre, ni persister dans son attitude d'intransigeance en refusant de négocier avec le front Polisario, rejetant ainsi l'appel réitéré par la Communauté internationale à l'assemblée générale de l'ONU ». La déclaration s'élevait également contre « le soutien massif et l'intervention militaire directe des Etats-Unis aux côtés du Maroc dans la guerre d'agression contre le peuple sahraoui ».

## TUNISIE

● M. Slaheddine Baly, ministre de la Défense nationale, a reçu au siège de son département une délégation militaire turque conduite par le général de division Ibrahim Turkgenç, directeur du département de la formation de l'état-major inter-armes au ministère turc de la Défense.

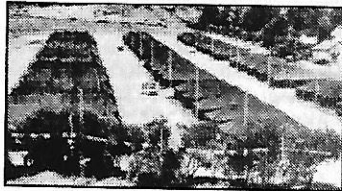
● M. Slaheddine Baly a présidé au siège de la Ligue des Etats arabes, la réunion des commandants des académies militaires arabes.

## Réduit de moitié

Près de cinq mois après son arrivée en Tunisie, le contingent de combattants palestiniens repliés dans ce pays a vu ses effectifs réduits de moitié, apprend-on de diverses sources généralement bien informées.

Les quelque 1 100 combattants hébergés depuis le jour de leur arrivée au camp d'Oued Ezzarga, à 70 km à l'ouest de Tunis, ne seraient plus qu'environ 500. Certaines sources évaluent leur nombre à 600, d'autres à 450. Après des premiers départs, suivant de peu le débarquement du contingent à Bizerte le 28 août 1982, une série de départs par paquets a réduit son effectif tandis que quelques dizaines d'hommes étaient affectés à la garde et au service du commandement de M. Yasser Arafat, installé dans un hôtel de Bordj Cedria, dans la grande banlieue sud-est de Tunis. Selon ces sources, les combattants qui ont quitté le camp d'Oued Ezzarga se sont rendus notamment en Jordanie, en Irak et, principalement pour les étudiants, en Syrie. Un certain nombre de combattants ont reçu des permissions de longue durée à l'issue desquelles ils regagnent le camp. Des rumeurs selon lesquelles ce qui reste du contingent pourrait être transféré dans un autre pays ont été formellement démenties par des sources informées à Tunis.

Les quelque 500 combattants qui, selon les sources, demeurent à Oued Ezzarga, ont repris leur entraînement militaire, et notamment le maniement d'armes. On indique qu'ils utilisent des armes individuelles demeurées dans les paquetages lors de leur arrivée en Tunisie, les armes que les officiers avaient été autorisés à conserver et un armement rendu ou prêté par la Tunisie.



**Camp d'Oued Ezzarga, à 76 km de Tunis, sur la route de Béja, ancien centre de formation agricole aménagé pour l'OLP et mis à sa disposition**

## Coopération militaire

Poursuivant ses contacts avec les membres du gouvernement français au titre de la coopération franco-tunisienne, M. Hedi Mabrouk, ambassadeur en France, a été reçu par M. Charles Hernu, ministre français de la Défense.

L'audience a porté sur les conditions dans lesquelles pourront se développer les relations entre les deux pays dans le domaine de la coopération militaire.

## Renforcement

Le Sénégal et la Tunisie ont décidé d'œuvrer au renforcement et à la dynamisation de leur coopération militaire, notamment en matière de formation des cadres. Selon un communiqué publié à Dakar, à l'issue de la visite au Sénégal de M. Slaheddine Baly, les deux pays ont décidé d'échanger notamment des informations et leurs expériences dans le domaine militaire.

● L'assemblée générale du CISM a réélu le général Mohamed Salah Mokkadem, président pour un mandat de quatre ans.

## Recrutement

Le ministère de la Défense nationale se propose de recruter pour ses besoins des licenciés en histoire destinés à être formés comme officiers dans le corps des militaires d'administration.

## Colloque sur l'Erythrée

Le 21 novembre 1982, le colloque international sur l'Erythrée s'est achevé par un appel au gouvernement éthiopien et aux représentants de la révolution érythréenne pour qu'ils cessent les combats et engagent des négociations sur la base du droit du peuple érythréen à l'autodétermination.

De nombreux responsables de la résistance érythréenne : front de libération de l'Erythrée, front de libération de l'Erythrée - forces populaires, front de libération de l'Erythrée - conseil révolutionnaire, étaient présents, à l'exception toutefois du FPLE qui n'avait pas été invité. La déclaration de Tunis adoptée à l'issue des travaux a lancé également un appel aux organisations internationales et régionales : ONU, OUA, mouvement des non-alignés et Ligue arabe pour qu'elles « assument leurs responsabilités » et œuvrent pour qu'un terme soit mis « au génocide en Erythrée ». Les participants au colloque ont exhorté les différentes fractions de la résistance érythréenne « à unir leurs rangs pour affronter les défis de la lutte de libération et de la construction de l'avenir du peuple érythréen ». Après avoir demandé à la presse internationale de faire mieux connaître le combat que le peuple érythréen mène depuis plus de 20 ans, le colloque a décidé la création d'un « comité de solidarité avec le peuple érythréen » dont la tâche sera de « faire connaître et défendre la cause du peuple érythréen ».

Le colloque a recommandé enfin la création d'un centre d'études érythréen, ainsi que d'un centre d'information commun aux quatre mouvements de libération et l'institution d'une journée internationale pour l'Erythrée.

## Télévision

Un émetteur de télévision en couleurs fonctionnera bientôt sur groupe électrogène au sommet d'un djebel proche de Remada, oasis perdue en plein Sahara, où ni électricité ni aucune route asphaltée ne parviennent encore. Pour les observateurs étrangers, il ne s'agit pas d'un investissement économique, mais d'un pari politique : la Tunisie veut récupérer son extrême-sud (2 % de la population totale sur un cinquième du territoire national), l'exploiter et le peupler, face à une Libye géante, riche et subversive à ses heures.

L'ouverture du chantier, par le Premier ministre Mohamed Mzali, venu en hélicoptère, concrétise la détermination du gouvernement tunisien de « peupler le Sud » en y implantant la télévision, mais aussi l'électricité, le téléphone, et un maximum de points d'eau. Ainsi, dans le même temps, à Tataouine, à 100 km plus au nord, un séminaire sur « les eaux du Sud » a réparti d'importants crédits qui viennent d'être débloqués pour irriguer le Sud-Tunisien. Ces fonds devraient permettre de sauvegarder 3 000 hectares d'oasis nouvelles et de développer rapidement le secteur hydraulique, en finançant notamment l'achat de foreuses géantes.

A l'exception des postes militaires qui bordent la frontière libyenne, à 40 km au sud, des habitants des oasis, des vieux bordjs (fortins) et des pétroliers qui surveillent les gazoducs venant d'El-Borma (Tunisie) et Edjeleh (Algérie), la région de Remada est pratiquement déserte. Au nombre des postes desservis, l'émetteur de Remada sera l'un des plus chers du monde. Selon les devis, sa construction coûtera 755 000 dinars tunisiens pour environ 2 000 récepteurs, soit plus de 200 dollars US par télévision.

De puissants émetteurs libyens, certains mobiles, inondent déjà la zone frontalière sur plus de 100 km de profondeur, et la télévision de Tripoli y est souvent mieux captée que les programmes transmis par l'émetteur de Zarzis, au sud de Jerba, créé en 1970, ou le réémetteur de Tataouine (1979).

Ce réseau libyen, dont les interférences brouillent parfois les émissions en français de la télévision tunisienne, jugées souvent choquantes par la Libye islamique, diffuse le Coran et l'idéologie bien au-delà des frontières. Et ce ne fut peut-être pas un hasard si, en septembre 1982, une manifestation pro-palestinienne à Zarzis dégénéra en sévices contre des membres de la communauté israélite locale.

Surclassée militairement par son puissant voisin, la Tunisie compte sur l'auto-colonisation pour assurer une mise en valeur durable de son territoire, et d'abord de son triangle saharien, coincé entre l'Algérie et la Libye jusqu'à Ghadames.

## LIBYE

### Rendus à la vie civile

« Des dizaines de milliers » de militaires de carrière ainsi que de jeunes gens accomplissant leur service militaire ont été « libérés de leurs obligations », a indiqué l'agence Jana se référant à « des sources informées ». Cette initiative « est une mesure positive adoptée par la Libye dans le sens de l'abolition définitive de l'armée régulière et de son remplacement par le peuple armé afin que l'auto-défense joue le rôle assumé par l'armée traditionnelle... ». L'armée traditionnelle n'a plus de sens dans la société de la Jamahiriya conduite par des congrès et comités populaires... « L'avènement du peuple en armes qui renforce la liberté signifie que le pays se défendra et défendra la terre arabe s'ils subissent une agression... ». Le peuple arabe libyen, maître de sa destinée depuis la révolution et définitivement attaché à la liberté, ne peut concevoir d'avoir une politique agressive à l'égard d'autrui car la cause de la liberté est une et indivisible ».

La décision de libérer de leurs obligations plusieurs milliers de militaires de carrière et d'appelés s'inscrit dans un long processus amorcé il y a deux ans et visant à « militariser » l'ensemble de la société civile, ont estimé les observateurs.

### Visite

Le maréchal Nikolai Ogarkov, chef d'état-major des forces armées d'Union soviétique, en visite à Tripoli, a été reçu par le lieutenant-colonel Abou Bakr Jaber Younes, commandant en chef des forces armées.

### Evolution militaire

L'évolution de l'armée a été clairement annoncée par le chef de la Révolution qui affirmait en 1980 devant un journaliste occidental : « De même qu'il faut abolir le gouvernement et les institutions officielles, séquestrées des sociétés dictatoriales, il faut supprimer l'armée et la remplacer par le peuple en armes ». « Le soldat est victime d'une injustice, le métier des armes devrait être aboli parce qu'anachronique. L'armée constitue une menace en puissance parce qu'elle peut s'imposer et opprimer le peuple », précisait le colonel.

Depuis longtemps, il existe parmi les secrétaires un portefeuille sans équivalent ailleurs, celui de la militarisation des villes. Mais jusqu'ici les grades, les fonctions et les unités de l'armée gardaient des appellations traditionnelles.

La Lybie dispose, pour une population de moins de trois millions d'âmes, d'un impressionnant arsenal militaire : plus de 500 avions de combat en majorité français ou soviétiques, plus de 2 000 chars, près de 2 000 véhicules blindés et un millier de canons de divers calibres, servis par 20 000 à 50 000 hommes, selon les estimations. Ses capacités opérationnelles ont été testées pour la première fois pendant la guerre du Tchad. Dans ces conditions, ont estimé les observateurs, l'armée a de fortes chances, malgré les changements de dénomination et même la démobilisation effective de quelques milliers de militaires en uniforme de rester pendant un certain temps, au moins encore, un instrument très fortement et très précisément structuré.

### Echec du Sommet

Le porte-parole de l'OUA, M. Peter Onu, a annoncé dans la nuit du 25 au 26 novembre 1982 qu'il n'a pas été possible de réunir le 19<sup>e</sup> Sommet de l'OUA malgré un compromis élaboré à propos du Tchad. Il a précisé que le nombre des participants n'a pas atteint le quorum de 34, représentant les deux tiers des pays membres de l'organisation. Trente pays ont indiqué qu'ils étaient prêts à participer au Sommet, a ajouté M. Onu, et même s'il était exact que la Haute-Volta ait envoyé un message annonçant l'envoi d'une délégation, « cela n'aurait porté le nombre des participants qu'à 31 », a-t-il souligné. Une vingtaine de chefs d'Etat et deux de gouvernement avaient fait le voyage de Tripoli.

Le constat d'échec a été dressé à l'issue de quatre jours de consultations intensives entre chefs d'Etat africains pour trouver un compromis sur la représentation du Tchad. Cette question avait paralysé les travaux du Conseil des ministres chargé de préparer le Sommet. Quarante-cinq pays avaient assisté à l'ouverture du Conseil, mais quinze s'en étaient retirés pour protester contre la proposition de renvoyer au Sommet la question tchadienne, alors qu'ils réclamaient l'admission immédiate et automatique de la délégation de M. Hissène Habré, représentant le gouvernement en place à N'Djamena.

Mais le refus par le Tchad du compromis élaboré par les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Tripoli, a mis fin à tout espoir.

Le porte-parole de l'OUA a annoncé que quatre pays : l'Ethiopie, Madagascar, le Mozambique et la Libye, constata-

tant que le compromis n'avait pas été accepté par les pays contestataires, ont décidé de retirer leur agrément au compromis. Ces pays ont considéré que le GUNT de M. Goukouni Weddeye, renversé par les troupes de M. Hissène Habré, représente toujours une réalité du Tchad.

Les chefs d'Etat présents ont par ailleurs décidé de prolonger le mandat du président en exercice, le Kenyan Daniel Arap Moi, ainsi que ceux du secrétaire général, M. Edem Kodjo, et de ses assistants.

M. Onu a indiqué que le colonel Kadhafi restait prêt à accueillir le Sommet de l'OUA à n'importe quel moment, soulignant que le fait que des chefs d'Etat se soient déplacés à deux reprises était une victoire pour le peuple libyen.

Le chef de l'Etat a condamné les Etats-Unis, la France et le « sionisme raciste », qui, a-t-il affirmé, ont tenté d'isoler la Libye sans y réussir. Le colonel Kadhafi a déclaré à l'adresse des chefs d'Etat et de gouvernement africains que ceux-ci s'étaient réunis à deux reprises à Tripoli en moins de dix mois malgré les pressions des Etats-Unis et les ordres de la France. Il a également accusé la « réaction arabe » qui, selon lui, est représentée par le Soudan, la Somalie et le Maroc, d'être de connivence avec Washington et Paris.

Le colonel a affirmé qu'il soutiendrait toujours M. Goukouni Weddeye, ancien président du GUNT, qu'il a qualifié de « président légal du Tchad » et « leader du mouvement de libération du Tchad depuis 25 ans ». Il a également accusé le président tchadien Hissène Habré d'être « un agent de l'impérialisme », affirmant qu'il va transformer le Tchad en « une base pour l'impérialisme ». Il a révélé qu'il avait exercé « des pressions morales » sur les « frères dirigeants de la RASD afin qu'ils s'abstiennent de participer au Sommet pour sauver l'unité africaine ». « Aujourd'hui », a-t-il dit, « je cesse mes pressions et déclare que la Libye ne participera plus à un Sommet auquel ne prendra pas part la RASD ».

Le colonel Kadhafi a estimé qu'il n'y aura plus jamais de quorum pour un sommet africain : car, si certains Etats demandent la participation de la RASD ou du GUNT, d'autres se retireront. Et si ceux-ci demandent que le gouvernement de M. Habré participe, ce sont les premiers qui se retireront.

Le seul moyen de réunir un Sommet dans l'avenir, selon le colonel, est de « réintégrer dès aujourd'hui le GUNT et la RASD (...) C'est par cela que nous pouvons sauver l'unité africaine ».

Le leader de la Révolution a affirmé que M. Goukouni contrôlait le Tibesti, qui représente le tiers du Tchad et a mis au défi M. Hissène Habré de « mettre les pieds, aujourd'hui, ou dans l'avenir, au Tibesti ».

Après avoir attaqué les pays qui n'ont pas participé au Sommet, le colonel Kadhafi a indiqué que, selon lui, il ne peut y avoir d'unité africaine avec un pays qui « reconnaît l'ennemi sioniste ». Cette déclaration semblait viser le Zaïre.

« Notre unité a pour objectif », a-t-il ajouté, « de combattre les régimes racistes, que ce soit en Afrique australe ou ailleurs et le continent africain ne saurait accepter le racisme où qu'il soit ».

Il a déclaré qu'il y avait des problèmes qui ne nécessitaient pas un quorum

comme les problèmes socio-économiques et les questions de libération. « On ne peut pas attendre le quorum », a-t-il dit, « pour vacciner les enfants africains contre les maladies dangereuses et on ne peut pas demander à la Namibie d'attendre son indépendance jusqu'à ce qu'on ait atteint le quorum ».

### EGYPTE

Le 3 décembre 1982, au cours d'une manœuvre dans le port d'Alexandrie, le cargo français Charles Schiaffino a touché durement le patrouilleur rapide lance-missiles Ares Badr 678 (ex-566) classe Ramadan Vosper Thornycroft (GB) qui était à quai.



Patrouilleur rapide lance-missiles Ares Badr 678 construit par Vosper Thornycroft (GB)

Les nouveaux patrouilleurs rapides lance-missiles égyptiens de la classe Ramadan Vosper Thornycroft ont eu leur numéro de coque changé. Leur immatriculation est doneravant comme suit : Ramadan 670 (ex-561), Khyber 672 (ex-562), El Kadessaya 674 (ex-563), El Yarmouk 676 (ex-564), Ares Badr 678 (ex-566) et Hettein 680 (ex-565).

### Venue au Caire

M. Leamon Hunt, directeur-général de la force multinationale et des observateurs du Sinaï, est venu au Caire. M. Hunt a déclaré à la presse qu'il examinerait notamment avec les responsables égyptiens les possibilités de l'installation d'éléments de la FMO dans la zone litigieuse de Tabah, sur le golfe d'Akaba.

### Manœuvres dans le Sinaï

Le 17 novembre 1982, pour la première fois depuis la signature du traité de paix israélo-égyptien, l'armée a organisé des exercices à tirs réels dans le Sinaï, simulant une riposte à « un ennemi venant de l'Est ». Selon le ministre de la Défense, le maréchal Abou Ghazala, qui assistait à ces manœuvres à Wadi Malis, à l'est du canal de Suez, ces exercices avaient « un caractère défensif » et « ne constituaient pas un message au voisin de l'Est ». « Nous sommes pour la paix », a-t-il dit aux journalistes à l'issue des manœuvres, « nous tenons parole et nous souhaitons que les autres fassent de même ». Un bataillon a été engagé dans ces exercices qui se sont déroulés à 85 km à l'est du canal de Suez et à deux kilomètres et demi environ de la ligne de démarcation de la zone A où les effectifs militaires égyptiens sont strictement réglementés par les traités de paix. Le maréchal a estimé à cet égard qu'il n'y avait « aucun problème » à l'organisation de tels exercices dans cette zone, où se sont déroulées quelques unes des plus violentes batailles entre Israël et l'Egypte avant l'établissement de la paix entre les deux pays.

Les navires de guerre français Loire, Alençon, Garigliano et Dompierre sont passés à Suez le 24 novembre 1982.

### Aide militaire

Le ministre de la Défense a demandé au Pentagone une augmentation d'environ 400 millions de dollars de l'aide militaire américaine.

Le ministre, qui se trouvait en visite à Washington, a été reçu par le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, et par d'autres responsables du ministère.

L'aide des Etats-Unis à l'Egypte, aux termes du programme d'aide pour l'exercice budgétaire de 1983, a été fixée à 1,3 milliard de dollars de crédits de ventes militaires, dont environ 400 millions de dollars non remboursables. Le ministre a demandé que, pour l'exercice 1984, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre 1983, l'aide s'élève à 1,7 milliard de dollars, dont 500 millions non remboursables. Le maréchal n'a pas présenté de projets d'achats de nouvelles armes, se bornant à indiquer, selon des responsables du Pentagone, que l'aide allouée permettrait une amélioration des forces armées.

### A la recherche d'une armée perse

Un groupe d'archéologues italiens est parti à la recherche d'une armée perse forte de 50 000 hommes, selon l'historien grec Hérodote, morte de soif et ensevelie sous les sables du désert occidental à proximité de la frontière libyenne, il y a 26 siècles. L'initiative a été annoncée par le directeur de l'expédition, M. Giancarlo Ligabue, président du Centre d'études et de recherches d'archéologie et de paléontologie, dans une conférence de presse à Rome. L'expédition est accompagnée par un chercheur américain, le professeur Gary Chafetz, qui a localisé le cimetière perse près de l'oasis de Siwa. L'expédition militaire avait été lancée contre la Libye par le Roi des Rois Cambyse, fils de Cyrus le grand (529-522 avant notre ère). Celui-ci, à la suite de la rupture d'un traité d'alliance avec les Phéniciens, avait dû renoncer à lancer son attaque par la mer et avait opté pour la traversée du désert. Selon M. Chafetz, c'est vraisemblablement une tempête de sable qui eut raison de la grande expédition, alors qu'elle affrontait les dunes. On ne retrouva jamais la trace des soldats.

### Visite

Le président Moubarak a effectué une visite de deux jours en Inde et une brève escale à Oman. Dans une déclaration à la presse, le président a annoncé la « réactivation » du comité mixte égypto-indien de coopération, et qualifié de « bons » ses entretiens avec le Premier ministre indien, Mme Indira Gandhi. Il a également rappelé « l'existence depuis longtemps d'une coopération bilatérale dans le domaine de la production militaire » entre l'Egypte et l'Inde.

Dans l'avion qui le transportait de la Nouvelle Delhi à Oman où il a fait une courte escale, le chef de l'Etat avait déclaré aux journalistes que ses discussions avec Mme Gandhi avaient porté sur le Proche Orient, le non-alignement et les questions africaines.

L'Egypte a adressé une « vigoureuse protestation » à Israël à la suite de l'inauguration de l'hôtel Sonesta dans la zone contestée de Tabah, sur le golfe d'Akaba.